



*RENCONTRES EUROPEENNES DE LUXEMBOURG  
LUXEMBURGER EUROPAISCHE GESPRÄCHE  
LUXEMBURG EUROPEAN FORUM*

*SEIZIÈME ÉDITION*

# **L'EUROPE ET LES RÊVES DES JEUNES**

**SAMEDI 20 OCTOBRE 2012**

# **ACTES**

*02/12/2012*

Les exposés en audio sont disponibles sur [www.relux.lu](http://www.relux.lu)

---

Rencontres Européennes de Luxembourg Asbl – 11 rue de la Grève L-8020 Strassen - RCS F2423

Tel : (+352) 31 91 45 - Web : <http://www.relux.lu> - E-mail : [contact+info@relux.lu](mailto:contact+info@relux.lu)

Banque BGC BNP PARIBAS - Code BCC: BGLLLULL - IBAN LU28 0030 8488 5441 0000



## **SYNTHÈSE**

**PAR BERNARD CASSAGNAU**



### **L'EUROPE ET LES REVES DE JEUNES**

**L**a session est ouverte par un philosophe Pierre Henri Tavoilot et un sociologue : Helmut Willems. Le premier nous rappelle que les étapes de la vie humaine ne sont, à notre époque, pas des événements instantanés mais des périodes longues. Il insiste sur le fait que le passage de la vie d'enfant à celle d'adulte confirmé se fait au cours d'une longue période d'apprentissage et d'expérimentation. Cette période d'expérimentation permet d'apprendre, peu à peu, à faire face aux événements que présentera la vie. Le second confirme ce point de vue en soulignant que dans la société moderne il faut de plus en plus apprendre pour réussir à s'imposer. Ce qui confirme l'allongement de la période appelée jeunesse. Avec des déclinaisons individuelles très différentes depuis celui qui part de la maison à 16 ans en passant par celui qui vit dans la maison des parents à 26 et celui qui fait son premier enfant à 30. Le modèle ancestral s'émousse et disparaît. Les jeunes sont en règle générale contraints à la flexibilité et à la mobilité, ils ne trouvent plus d'emplois permanents, de postes à vie. Ils doivent se réinventer régulièrement, leurs diplômes perdent en valeur avec le temps ils doivent compenser par plus d'expérience. Il n'est plus évident que la génération jeune aura une meilleure vie que celle de ses parents. On doit s'attendre à ce que le niveau des pensions baisse et à ce que des promesses actuelles ne soient pas tenues. La formation devient un phénomène plus complexe dans la mesure où l'apprentissage se prolonge toute la vie et qu'une partie de l'information est donnée en dehors des institutions de formation. Les jeunes seront exposés au risque de chômeurs transitoires et ou de longue durée, le chômage transitoire augmentant le risque de tomber dans le chômage longue durée.

**L**e processus des rencontres prévoyait qu'un groupe de 6 jeunes donnerait sa vision du monde actuel. Comme on pouvait s'y attendre l'un des jeunes, qui se dit appartenir à la génération du Tweet, annonçait son envie de travailler sur un emploi sûr, avec une perspective de pension sûre. Il est amusant que ce jeune représente le parti des pirates luxembourgeois, sa revendication est plus bourgeoise que pirate en rejoignant des préoccupations traditionnelles et de bon sens.

Une autre faisait valoir à quel point une activité de groupe, comme par exemple le théâtre, permettait de développer la confiance en soi et favoriser son insertion sociale

Un troisième se plaint de ce que les jeunes puissent servir de variable d'ajustement dans la société.

Les exemples destinés à frapper l'imagination des adultes se suivent. Par exemple ce jeune affirmant avoir un emploi à 26 ans, mais après 2 ans au chômage. La demande est clairement la création d'un filet de sécurité et la publication de postes qui correspondent à des critères vraisemblables, on ne peut pas demander une longue expérience à un jeune universitaire de 26 ans.

Un constat connu de nous tous s'impose, les jeunes s'installent de plus en plus tard dans la vie, et cette installation tardive ne peut être bénéfique à la société, si elle se fait au prix de la précarité.

Je serais gêné si mon rapport de la session des rencontres était perçu comme pessimiste, ce n'est pas mon propos. Mais il est clair que nous nous sommes penchés hier sur le cas, très répandu, de ceux qui connaissent une insertion lente et qui exige une « trop » grande énergie.

**D**ans l'après-midi intervient le directeur de la revue « alternatives économiques » Guillaume Duval. Il compare deux pays d'Europe France et Allemagne face respectivement à la Chine et aux USA. Il montre d'abord le décalage entre l'Allemagne qui a perdu des jeunes sur les dernières 10 années et par conséquent n'a pas de chômage et la France qui a vu sa population jeune augmenter de 2 millions ce qui se traduit par du chômage et l'augmentation des prix de l'immobilier, alors que les prix sont restés stables en Allemagne. La situation démographique de l'Allemagne sera plus difficile à gérer à terme.

Selon l'intervenant la Chine et les USA devraient connaître assez rapidement des difficultés, ce qui n'est pas en soi une bonne nouvelle. Mais dans le même temps l'Europe a de bonnes chances de se sortir raisonnablement de la crise si elle gère avec talent sa politique et son économie. En effet si la dette publique européenne est grande elle l'est beaucoup moins que celle des USA et les ménages ont une épargne importante. Voici trois points que l'Europe devrait régler pour, selon l'orateur, y parvenir :

- Cesser le dumping fiscal qui ampute les pays qui ne le pratiquent pas de ressources
- Accélérer la transition énergétique, porteuse de bénéfices écologiques, puisque c'est la facture énergétique qui plombe les budgets européens (4 % de PIB) : développement des énergies renouvelables et amélioration du parc des logements, c'est-à-dire principalement isolation.
- Travailler sur la conversion euro dollar qui rend l'euro trop élevé par rapport au dollar.

**L**e débat se continue avec Claude Turmes député européen des verts luxembourgeois : nous restons sur le terrain économique, mais après tout, les problèmes d'emploi sont bien liés à l'économie.

Turmes annonce que le PE travaille sur une directive qui consiste à permettre une formation à tout jeune sans emploi. Il est clair que le soutien des jeunes en difficulté doit être envisagé si nous voulons ne pas conduire un nombre important de jeunes à emplir des générations perdues.

Turmes rejoint tous les intervenants précédents en montrant l'absurdité de laisser Grèce et Espagne dans une situation intenable avec les risques d'instabilité encourus. Il faut craindre le départ des meilleurs éléments vers d'autres pays et l'appauvrissement accru des régions déjà en difficulté. Tous les orateurs ont vigoureusement combattu l'idée que la purge Schroeder aurait été bénéfique à l'économie Allemande, or c'est cette période qui est prise comme modèle pour asséner les politiques actuelles qui mènent à la récession.

Turmes conforte le point de vue selon lequel des budgets importants doivent être consacrés à la rénovation des bâtisses et même au développement en Europe du photovoltaïque. Le bénéfice serait une baisse importante de la facture énergétique. Il explique d'ailleurs que l'incidence de la main d'œuvre pour la fabrication des panneaux n'est que de 6%, et si on veut s'en donner les moyens ils pourraient, très avantageusement, être fabriqués en Europe.

Il reprend la préoccupation de plusieurs intervenants : un très grand effort doit être entrepris pour faire comprendre à l'opinion que la Commission européenne propose mais ne décide pas. Il est partisan de consolider la démocratie européenne et de forcer les investisseurs à revenir en Europe. Il mentionne l'existence de textes comme le « BUY AMERICAN ACT » vis-à-vis desquels il faudra peut-être un jour se positionner.

**L**a discussion avec la salle a permis de mettre en valeur deux recommandations additionnelles : Il faut revaloriser les métiers techniques et l'entrepreneuriat.

A la fin des échanges, Il était encourageant de constater que les jeunes présents restaient relativement enthousiastes vis-à-vis de l'Europe.

- L'un d'eux résumait ainsi ses rêves
- Une Europe qui lutte contre la précarité
- Une vraie démocratisation de l'UE
- Une vraie citoyenneté Européenne
- Un marché unique européen
- Plus d'intégration politique, sans priorité au bilatéral

Satisfaire une partie de ces rêves n'ira pas sans agir largement et de manière déterminée pour que les politiques suivies soient couronnées de succès. Tous les orateurs présents défendaient l'idée que le résultat ne pouvait être atteint qu'en

consolidant l'Europe. Déterminer la route à suivre et naviguer ensemble vers ce résultat demandera aux pays de l'Union européenne encore beaucoup d'efforts et de détermination.

L'attitude actuelle du FMI qui commence à douter de l'efficacité de ses purges économiques pour redresser les pays en difficulté, pourrait être un signe positif.

En tout cas nous ne pouvons pas nous désintéresser de la bonne insertion de la jeunesse dans la vie sociale et économique, à moyen terme peut être devrions nous nous ressaisir de ce thème évidemment toujours d'avenir.

## **OUVERTURE PAR ALVIN SOLD, PRÉSIDENT DES RENCONTRES EUROPÉENNES**



Mesdames, Messieurs,

Bonjour.

L'Europe et les rêves des jeunes: quel difficile sujet!

Le rêve, comme nous l'entendons ici, est à l'opposé du cauchemar. Il faut imaginer les jeunes heureux. Heureux comme le jeune Luxembourgeois et la jeune Belge qui s'unissent pour le meilleur et le pire ce matin-même en la cathédrale de Luxembourg, sous l'œil bienveillant de l'archevêque et du parterre de majestés, princes, ducs, comtes et autres barons, entourés par la cour des notables politiques et divers.

Pardonnez-moi ce clin d'œil à l'actualité. Mais n'est-il pas vrai que la société européenne, qui peut puiser dans le patrimoine politique, social et culturel le plus riche de l'humanité, est depuis plusieurs années incapable d'offrir une perspective de bien-être général aux générations montantes?

Nous sommes 504 millions d'Européens confédérés dans cette Union des 27 Etats si divers et tellement complémentaires; il y a parmi nous 61 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans, autant que l'Italie ou le Royaume-Uni comptent d'habitants. Soixante-et-un millions d'espoirs, de chances, de talents: quel formidable trésor, quel énorme potentiel pour ce vieux continent qui, avant la création de la Communauté puis de l'Union européenne, gaspillait ses forces dans mille guerres meurtrières et dévastatrices!

Pourtant, la belle machine fait des faux bonds. Elle trompe ceux qui lui font confiance pour vivre une vie raisonnablement bonne. Un seul chiffre, un seul, suffit pour indiquer la pleine mesure des erreurs commises: en août 2012, le taux moyen de chômage des jeunes était comptabilisé à hauteur de 22,7 pour cent par Eurostat.

Mais un chiffre moyen en cache toujours d'autres, bien plus graves. En Grèce, ce taux monte à 55,4%, en Espagne à 52,9, au Portugal à 34,7, en Italie à 34,5. etc. Le Luxembourg n'affiche que 18,3%, quelle consolation en ce jour de noces princières.

On dira que le travail après les études n'est pas tout. Oui, mais dans la société postindustrielle, on ne va pas loin comme chômeur, soutenu ou non par l'administration et la famille. Le rêve européen des jeunes ne se laisse pas réduire à

certaines acquêts, comme la liberté de voyager sans frontières ou presque, les programmes du type Erasme, le mélange bienfaisant les cultures.

Pour que rêve il y ait, l'Europe doit redevenir un grand projet aux contours bien dessinés, aux ambitions fortes.

Ces 16ièmes Rencontres européennes, que j'ai l'honneur et le plaisir d'ouvrir, doivent mettre en évidence les causes du désarroi des jeunes devant cette Europe enlisée dans le marais de l'économie ultralibérale. Elles doivent aussi permettre à des jeunes de s'exprimer, d'exprimer leurs attentes, et, pourquoi pas, leurs désirs, je dis mieux: leurs rêves.

Mettons-nous au travail, écoutons les uns et les autres, et tirons, à la fin, les bonnes conclusions pour agir, chacun à sa place, selon ses moyens.

Je vous remercie pour votre attention.

Alvin Sold



**PIERRE-HENRI TAVOILLOT**



Résumé (Source [EuropaForum.lu](http://EuropaForum.lu) ©)

**L'ÉTERNEL PROBLÈME DE LA JEUNESSE D'AUJOURD'HUI**

[Pierre-Henri Tavoillot](#) a entamé son exposé en évoquant "le vaste brouillage des âges" que nous vivons aujourd'hui. La jeunesse est l'âge idéal pour les enfants, les adultes et les vieux, donc pour ceux qui ne sont pas encore des jeunes et ceux qui ne le sont plus. Or, l'adolescence n'est pas un état, mais un processus, et de surcroît un processus qui dure plus longtemps que par le passé. Il y a un gouffre entre la réalité actuelle et une adolescence dans une société dite "sauvage" qui peut ne durer que trois jours – trois jours au cours desquels les enfants sont arrachés à leur mère, isolés, initiés à la vie adulte par des rites de passage parfois violents et réinstallés dans la société après "cette mort à leur enfance" dans un nouveau statut. Mais dans la société européenne, la jeunesse dure parfois une quinzaine d'années, et il n'est pas rare que des personnes autour de 30 ans soient encore considérées comme de jeunes adultes. 28 ans est l'âge moyen de la naissance du premier enfant. Tout cela se passe évidemment dans un contexte où l'espérance de vie s'allonge encore constamment.



Pierre-Henri Tavoillot préfère donc parler de plusieurs jeunessees comme de plusieurs vieillessees. Et ici se pose la question de savoir comment interpréter le phénomène "jeunesse". L'approche qui convainc le plus le professeur de la Sorbonne est celle du constat que la phase d'expérimentation pour approcher un âge adulte perçu comme difficile et peu attrayant s'allonge. "L'adulte est quelqu'un qui n'a jamais le temps", est une définition d'un enfant qui a fortement frappé l'intervenant.

Bref, entre le 20e et le 21e siècle, l'âge adulte a changé de statut. Il n'est plus un statut. La question de savoir si on sera au fond adulte ou non n'est plus un tabou. A la place de l'âge adulte vient la maturation faite d'expérience croissante du monde, de responsabilité croissante vis-à-vis d'autrui et d'authenticité croissante par rapport à soi-même. Le saut dans l'âge adulte est le saut dans l'expérience, qui est aussi faite d'échecs, un saut dans la responsabilité qui décentre de soi – une attitude, constate Pierre-Henri Tavoillot, qui "fait défaut en Europe" - et qui aide d'autres à mettre le pied à l'étrier dans un juste équilibre entre l'abandon et l'assistanat, et finalement un saut dans l'authenticité comme une réconciliation avec soi-même qui permet de prendre

position. La jeunesse est ici le chemin vers l'expérience, la responsabilité et l'authenticité.

Mais qu'est-ce que cela peut signifier sur le plan européen et politique, se demande Pierre-Henri Tavoillot. L'UE a été construite sur la paix, et elle a réussi. Elle a misé sur l'union économique et politique, et c'est assez réussi. Au cours de la crise, l'UE a protégé les populations des effets de la mondialisation, mais pas assez, parce qu'elle n'est selon le philosophe "pas assez consciente de sa puissance, pas assez Europe-puissance". L'UE gagnerait donc à investir dans les âges de la vie, à changer son type d'accompagnement de ces âges et "à être inventive sur ce registre".

---

## L'éternel problème de la « jeunesse d'aujourd'hui » (Texte complet<sup>1</sup>)

**Si « la jeunesse n'est qu'un mot », comme disait Bourdieu, c'est un mot bien utile ;** car l'exercice qui consiste à scruter les moindres espoirs et soupirs d'une jeunesse indéfinissable ne cesse de passionner et d'échauffer les esprits. Que pense-t-elle ? Que craint-elle ? Qui est-elle ? Toute la difficulté est que sur ce sujet l'objectivité a du mal à lutter contre une double tentation : la nostalgie désabusée (= de notre temps, on n'était pas comme ça ... !) et la prophétie crépusculaire (= qu'est-ce que ça nous prépare ?). Ce sont là, bien sûr, deux piètres conseillères qui risquent à tout moment de fausser l'analyse. Il faut donc commencer, avant de parler de l'éternel problème de la « jeunesse d'aujourd'hui », par écarter quelques-uns des obstacles que son analyse véhicule inévitablement. J'en vois, pour ma part, deux principaux : d'une part, la contrainte polémique du débat jeunesse victime/jeunesse barbare ; d'autre part, la référence à la fameuse (mais, selon moi, illusoire) « génération Y ».

### *Jeunesse victime / jeunesse barbare*

C'est le piège de tout débat sur la jeunesse. Il fonctionne comme un mécanisme polémique aussi prévisible que rituel. Dès qu'il est question de jeunesse, deux camps se présentent : d'un côté, celui de la « jeunesse victime de la société », dont on déplorera la précarisation, l'exclusion, la maltraitance, le manque de reconnaissance, ... ; d'un autre côté, le camp de la « société victime de la jeunesse » ; où l'on dénoncera la montée de l'insécurité, de l'incivilité, de l'irresponsabilité, etc. Transposé dans l'ordre économique cela signifie qu'on affirmera à coup sûr : soit que c'est l'entreprise qui exploite les jeunes (stages à répétition, refus des juniors — corrélatif au rejet des seniors — ...) ; soit que ce sont les jeunes qui exploitent l'entreprise (volatilité professionnelle, déficit d'engagement, zapping ...). Une fois son camp choisi, chacun pousse son argument jusqu'à son terme sans aucun espoir d'issue, puisque les deux positions s'accordent sur un point fondamental : elles déplorent l'une et l'autre que le

---

<sup>1</sup> « L'éternel problème de la jeunesse d'aujourd'hui » in *Sociétal*, Hors-série, septembre 2010, pp. 57-63

jeune ne soit pas — hélas ! — un adulte. La première, parce qu'il ne le voudrait pas ; la seconde, parce qu'il ne le pourrait pas.

Ce débat est vain, car comment définir autrement la jeunesse que, précisément, comme un « passage à l'âge adulte » ou comme une « adolescence » au sens étymologique (*adulesco* : je grandis) ? La solution aux problèmes de la jeunesse ne peut pas être de supprimer la jeunesse !

Là où, pourtant, la querelle touche juste, c'est sur le constat incontestable d'un allongement considérable de la durée de ce passage dans nos sociétés contemporaines. Sous l'effet de l'augmentation de l'espérance de vie, mais aussi d'un bouleversement plus général des âges, on quitte, de nos jours, l'enfance de plus en plus tôt pour entrer dans l'âge adulte de plus en plus tard. Pour les statisticiens de l'INSEE, c'est désormais l'âge de 30 ans qui fait office de seuil de maturité (ce qui correspond *grosso modo* à l'âge moyen de la naissance du premier enfant : 28,6 ans). Après quoi, le comportement quotidien, économique et même électoral change du tout au tout.

Face à ce phénomène d'une jeunesse élargie en amont et en aval, on retrouve, comme prévu, nos deux interprétations concurrentes : l'une pointe le refus de grandir de la génération « Tanguy » effrayée par les devoirs insupportables de l'adultité ; l'autre souligne les obstacles de plus en plus importants placés par la société sur la route de la majorité réelle, identifiée à l'autonomie professionnelle (emploi stable) et affective (vie de famille). L'inconvénient commun de ces deux lectures opposées est qu'elles renvoient, comme à un idéal, à l'époque bénie ( ? ) où la jeunesse ne durait qu'un instant. Lorsqu'elle désignait une brève transition entre l'enfant et l'adulte, symbolisée par le rite initiatique, au cours duquel, en trois jours à peine, le premier se transfigurait dans le second, après avoir appris les secrets essentiels de la chasse, de la nature et du fonctionnement des femmes. Aujourd'hui, cela dure quinze ans, au bas mot !

Mais, comment s'en étonner, dès lors que chacun semble avoir intégré la perspective d'une vie toujours plus longue ? Pour atteindre un âge adulte, qui semble d'ailleurs plus difficile et exigeant que jamais, dans un monde plus complexe et moins lisible, il n'est pas déraisonnable de se préparer au long cours : de tester les emplois, les partenaires, les modes de vie avant de s'engager ; de repérer les limites, voire de frôler les lignes jaunes, pour les appréhender ; le cas échéant, de risquer sa vie pour tenter de la cerner ... La jeunesse, selon une troisième interprétation proposée par le sociologue Olivier Galland<sup>2</sup>, n'est ni l'âge du refus de grandir ni celui de l'oppression adulte, mais c'est une phase intense d'*expérimentation*. Elle s'allonge non seulement parce que la vie s'allonge, mais parce que désormais la maturité ressemble davantage à un horizon à construire qu'à un statut, un rôle ou un habit prêt-à-porter. Mais ne retrouve-t-on pas là le portrait que l'on fait d'ordinaire de cette supposée « génération Y » ? Volatile, insouciante, voire insolente<sup>3</sup> ...

---

<sup>2</sup> Voir notamment *Les jeunes Français ont-ils raison d'avoir peur ?*, A. Colin, 2009.

<sup>3</sup> Pour un portrait de cette Génération Y, voir, par exemple, Carol Allain, *Generation Y. Qui sont-ils, comment les aborder ?*, Les éditions logiques, 2008.

### *Y a plus de générations !*

Fabriquer des générations est le jeu favori des observateurs de l'opinion. Il y eut, en 1988, la « génération Mitterrand », qualifiée aussi de « génération morale » ; vint ensuite vers 1998 la « génération black, blanc, beur » ; et, depuis, une « génération internet », une « génération Google », « Facebook » ; on nous annonce une génération « Ipad » à venir ... A chaque fois, l'objectif est le même : identifier une identité stable dans le flux de la succession temporelle, à partir d'un événement susceptible d'exprimer, pour une cohorte, le passage à l'âge adulte. Car, pour faire une génération, il faut à la fois un marqueur historique et une conscience collective qui accompagnent l'entrée dans la maturité. Le jeu continue sans doute, mais il faut bien admettre que l'exercice paraît de plus en plus difficile et de moins en moins probant. Trois raisons à cela.

- D'abord, les événements fondateurs se font plus rares. Sans doute n'est-ce qu'une parenthèse, mais force est d'admettre qu'après la Génération de la Résistance, puis celle de 68 (qui était une forme de résistance à la Résistance), les regroupements générationnels sont moins grandioses et moins évidents : on n'a plus guère que quelques mouvements politiques fugaces (contre la loi Devaquet en 1986 ou anti-CPE), ou quelques innovations technologiques (portable, SMS, Twitter, ...) à se mettre sous la dent. C'est un peu court. L'Histoire (avec un grand H comme Tragique) a cessé d'être plus fournisseur officiel de rites de passages, car nos sociétés se trouvent pour le moment à l'écart des grands drames historiques. C'est sans doute temporaire, mais cela explique l'épuisement actuel du fait générationnel ... en attendant la fin de « la fin de l'histoire » qui ne manquera pas d'arriver un jour.

- L'appellation plus ou moins contrôlée de « génération Y », si prisée des DRH, me semble donc confondre une profonde transformation des âges de la vie avec un fugace fait générationnel. Au fond, c'est plutôt la figure de l'adulte, pivot des âges, qui se trouve brouillée. Concurrencée, en amont, par cette adolescence interminable ; et, en aval, par une nouvelle vieillesse dorée où l'on est âgé sans être vieux, l'âge adulte se réduit comme une peau de chagrin. Durant cette brève phase pèsent tous les poids de l'existence. En quelques années décisives tous les fronts s'ouvrent en même temps : il faut faire carrière, élever ses enfants, s'occuper de ses vieux parents, s'épanouir dans ses loisirs, penser à l'avenir et à soi tout en « gérant » le quotidien. L'adulte est au fond « un être qui n'a pas le temps », ce qui explique en partie que les jeunes ne se soient pas pressés de le devenir trop vite et s'y préparent aussi plus longuement. Notre époque tend ainsi à substituer la logique de *l'épanouissement permanent* à celle plus traditionnelle de *l'accomplissement final*. Ce qui ne signifie pas que l'adulte soit en voie de disparition, mais que sa figure est devenue un idéal beaucoup plus exigeant.

- Encore faut-il percevoir que les modalités d'entrée dans l'âge adulte peuvent varier fortement selon les espaces culturels et géographiques. On doit aux travaux de la sociologue Cécile Van de Velde un panorama très clair des processus européens d'entrée dans la vie adulte<sup>4</sup>. Elle distingue trois logiques du passage, qui correspondent

---

<sup>4</sup> Cécile Van de Velde, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, PUF, 2008.

aux trois formes européennes du *Welfare State*. Dans les pays méditerranéens, l'autonomie est tardive (27-28 ans), et c'est le cadre familial qui se charge d'assurer la transition de manière plus ou moins efficace, comme l'a montré les mouvements de jeunes en Grèce. Dans les pays nordiques, c'est l'Etat qui assure l'accès à l'âge adulte en se substituant aux familles pour le financement des études notamment. Le départ des enfants du foyer familial y est ainsi plus précoce (20-21 ans). En Grande-Bretagne, la transition ne se fait ni par la famille ni par des études subventionnées, mais surtout par l'emploi. La société britannique tend à favoriser des trajectoires d'études plus courtes, orientées vers un accès précoce à la vie professionnelle et, du même coup, à l'autonomie. La France occupe dans cet ensemble une position intermédiaire. La famille et l'Etat tentent de combiner leurs forces pour assurer l'insertion des jeunes. L'âge médian du départ de chez les parents y est de 22-23 ans, sans qu'il apparaisse pour autant comme une preuve d'accès à l'autonomie complète.

### *Pessimisme français*

Cette position ambivalente permet sans doute d'expliquer que la France possède une des jeunesses les plus pessimistes d'Europe<sup>5</sup> : par exemple, 25% seulement des jeunes Français contre 60% des Danois sont convaincus que leur avenir est prometteur ou qu'ils auront un bon travail. Il se pourrait qu'en France, plus qu'ailleurs, l'allongement de cette phase de la vie ait contribué à son opacification. Réussir ses études, préparer son futur emploi et même son futur changement d'emploi, vivre une jeunesse épanouie, ... : ce sont là des exigences multiples et parfois contradictoires dans un contexte républicain où la voie royale de la réussite reste très univoque, figée et homogène. On comprend qu'elles contribuent à une forme d'insécurité existentielle, alors même que la situation objective de la jeunesse s'est considérablement améliorée depuis 50 ans. C'est sans doute la source du portrait apparemment contradictoire que l'on peut faire de cette jeunesse indéchiffrable : révolutionnaire, mais conservatrice ; individualiste, mais solidaire ; libertaire, mais en demande d'autorité ; désenchantée, mais attachée aux valeurs traditionnelles ... Il y a une forme de cohérence dans ces contradictions que l'on doit comprendre sans stigmatisation ni complaisance.

**Pierre-Henri Tavoillot** est maître de conférences à l'Université Paris-Sorbonne, président du Collège de Philosophie et membre du Conseil d'Analyse de la Société. Il a publié, en collaboration avec E. Deschavanne, *Philosophie des âges de la vie* (Hachette-Pluriel, 2008) et *Le développement durable de la personne* (La Documentation française, 2007). [phtavoillot@gmail.com](mailto:phtavoillot@gmail.com)

---

<sup>5</sup> Voir, entre autres, *Les jeunesses face à leur avenir*, sous la direction d'Anna Stellingier, Fondation pour l'Innovation politique, 2008.

## HELMUT WILLEMS



Résumé (Source [EuropaForum.lu](http://EuropaForum.lu) ©)

### **La jeunesse en Europe sous l'angle de la formation, de l'emploi et de l'engagement social**

[Helmut Willems](#), qui s'était déjà exprimé sur la situation des jeunes en Europe lors d'un [séminaire du SNJ](#) en septembre 2012, a abordé la question de la jeunesse sous l'angle de la formation, et comme l'âge de la formation et la jeunesse sont des phases de la vie qui se développent grandement de manière parallèle, il a conçu son intervention de manière complémentaire à celle de son collègue français.



Helmut Willems n'a cependant pas voulu parler de LA jeunesse, car il y a des différences fortes entre les individus selon leur origine sociale et leur degré de formation. Leur chemin est un chemin individuel. La globalisation exige des jeunes qu'ils soient flexibles, mobiles, bien formés, et qu'ils ne formulent pas d'exigences à l'égard de leurs employeurs, vu les grandes insécurités qui planent sur eux. D'autre part, on leur demande d'être de plus en plus qualifiés, alors que leurs diplômes se déprécient de plus en plus vite.

La situation démographique fait aussi que la société est obligée de s'interroger sur ce qu'implique de grandir dans une société vieillissante. Pour Helmut Willems, le contrat intergénérationnel actuel est d'autant moins tenable que les vieilles générations ne peuvent plus promettre que "plus tard, ce sera mieux". La "géronto-démocratie", cette situation où le poids politique des jeunes diminue, guette également et tabouise la discussion sur la durabilité des systèmes de pension.

La formation quant à elle est entrée dans un processus de désinstitutionalisation, car une grande partie des formations ne se fait plus dans les écoles ou les universités, mais dans d'autres espaces et dans le cadre de la formation permanente. Reste que dans l'UE, le nombre des bacheliers a très fortement augmenté en vingt ans, de même que le nombre des détenteurs de diplômes universitaires. Le nombre des décrocheurs scolaires diminue en Europe. Tout cela serait encore plus positif du point de vue économique, si l'inégalité des chances ne restait pas aussi forte. Les garçons font moins bien que les filles, les jeunes immigrés moins bien que ceux des sociétés d'accueil.

L'entrée des jeunes dans la société s'effectue aujourd'hui au cours de périodes qui s'allongent, sont devenues plus difficiles et sont souvent problématiques et

incomplètes. On parle des "transitions yoyo", au cours desquelles de nombreux jeunes échouent pour se retrouver exclus, voire marginalisés. Il s'agit là d'un problème de toute la société, car elle y perd beaucoup de potentiel.

Avec la crise, la question est devenue plus aigüe, dans la mesure où le chômage transitoire tend à se transformer en chômage de longue durée et frappe plus durement les jeunes que d'autres catégories d'âge. Sur le marché du travail, les jeunes ne sont pas traités de la même manière que les adultes. Ils enchaînent les contrats à durée déterminée, ce qui les précarise et conduit à une perception subjective des choses qui marquée par le pessimisme. Les sociologues européens n'exagèrent donc pas lorsqu'ils mettent en garde vis-à-vis du chômage des jeunes, pas plus qu'ils n'ont tort lorsqu'ils réfutent l'idée que la précarisation actuelle des jeunes puisse être compensée par les changements sur le marché du travail qui résulteront du vieillissement démographique.

Helmut Willems a, pour conclure, abordé un complexe d'idées reçues liées au manque supposé d'engagement politique et sociétal des jeunes. Il confirme que les jeunes sont moins intéressés par la politique conventionnelle, avec ses partis, les élections. Mais l'engagement non-conventionnel et civil leur va, et ici leur engagement est important, notamment quand il porte sur les questions de durabilité, de ressources, d'environnement, etc.

---

## GUILLAUME DUVAL



Résumé (Source [EuropaForum.lu](http://EuropaForum.lu) ©)

### Guillaume Duval : "Il y a (peut-être) un avenir pour l'Europe et sa jeunesse"

Pour Guillaume Duval, rédacteur en chef de la revue Alternatives économiques, "il y a (peut-être) un avenir pour l'Europe et sa jeunesse". Invité des [Rencontres en 2011](#), il s'était déjà prêté au jeu de la comparaison de l'UE avec d'autres grandes puissances pour démontrer les atouts de l'Europe dans une perspective d'avenir, sans manquer de souligner, cette fois encore, que tout dépendra de la façon d'agir que choisira l'UE.



#### 1. Les Allemands, grands gagnants du vieillissement démographique ?

Le journaliste a toutefois souhaité apporter une petite précision par rapport à l'exemple allemand, souvent cité en Europe comme un modèle à suivre. "Le vieillissement démographique n'a pas que des inconvénients sur le plan économique, notamment pour les jeunes", a commencé, non sans une certaine ironie, Guillaume Duval qui a rappelé que la population allemande avait baissé de 500 000 personnes entre 2000 et 2012, et notamment chez les jeunes (moins 2 millions sur la même période) et les personnes âgées de 15 à 65 ans (moins 1,8 millions). Pendant cette période, aucun nouvel emploi supplémentaire n'a été créé en Allemagne, et le niveau d'emploi de 2000 n'a été retrouvé qu'en 2010. En revanche le chômage a baissé.

Pendant la même période, la population française a connu une hausse de 5 millions de personnes, dont 2 millions de jeunes de moins de 15 ans, ce qui est un atout pour l'avenir, mais pas pour la période concernée, relève Guillaume Duval, en citant les dépenses d'éducation ou d'allocations familiales que cela implique par exemple, et dont l'Allemagne a fait l'économie. Ainsi, malgré le vieillissement de la population, le nombre d'inactifs en Allemagne est resté inférieur au nombre d'inactifs en France, ce qui, selon Guillaume Duval, explique le succès allemand, qu'il juge, passant, très relatif



en rappelant que le revenu réel moyen d'un salarié n'a pas encore retrouvé en 2012 le niveau qu'il avait en 2000.

L'Allemagne se distingue encore de ses voisins européens par le fait que les prix de l'immobilier n'ont pas bougé depuis 2000, alors qu'ils ont augmenté partout en Europe. En France, par exemple l'augmentation a été de 2,5 fois entre 1996 et 2012 et si l'on compare les prix moyens au m<sup>2</sup> (1300 euros en Allemagne contre 2600 euros en France par exemple), on peut facilement y voir une explication à la faible évolution du coût des salariés allemands, glisse Guillaume Duval.

## **2. Chine et USA : la liste des facteurs d'instabilité est longue**

Revenant à son exercice de comparaison, Guillaume Duval a d'abord évoqué la situation américaine, rappelant que c'est le surendettement des ménages américains, combiné à des déséquilibres macroéconomiques colossaux et à une dérégulation des marchés financiers qui a été à l'origine de la crise actuelle. Pourtant, depuis 1929, on a le sentiment qu'outre Atlantique, il y a une capacité de réaction en termes de politique monétaire qui permet de toujours revenir à la normale. Guillaume Duval confie que lors de la crise de 2000/2001, celle de la bulle Internet, il était convaincu qu'ils allaient enfin devoir changer. Mais il a dû pourtant constater que finalement les conséquences de cette crise ont été plus longues en Europe. Pourtant, le journaliste économique a maintenant envie de croire à nouveau que, dans cette crise, les Américains sont au bout du chemin : l'endettement est tel qu'il ne peut pas durer politiquement à ce rythme. Il estime que les Etats-Unis vont devoir s'ajuster, c'est-à-dire consommer moins et épargner plus, ce qui est un processus toujours douloureux sur le plan économique et social. On en arrive à un niveau d'antagonisme qui, estime Guillaume Duval, est proche de la guerre civile de 1860, même si le journaliste politique conclut qu'il est plus crédible que les Etats-Unis soient "durablement instables".

Passant au cas de la Chine, Guillaume Duval a pointé l'ajustement que doit faire la Chine, qui est l'exact inverse de celui que doivent opérer les Etats-Unis, à savoir arriver à consommer plus et épargner moins. Pourtant, rien n'est moins évident, explique le journaliste notamment parce que les puissants oligarques, qui n'ont aucun intérêt à ce que le yuan soit réévalué, freinent la réorientation de l'économie en direction du marché intérieur. Par ailleurs, la bulle immobilière chinoise est immense, du fait d'un surinvestissement lié au fait que les collectivités locales ont pris l'habitude de financer leurs dépenses normales par la vente de terrains à des promoteurs immobiliers... La fragilité écologique de ce pays très sensible aux changements climatiques alors qu'il accueille 20 % de la population mondiale et 10 % seulement des terres arables est un autre facteur d'instabilité. La situation démographique promet aussi de graves difficultés, dans la mesure où la Chine sera vieille avant d'être riche et d'avoir mis en place un système de sécurité sociale qui permettrait d'y faire face. Enfin, si la dictature du PC a été supportée, c'est, affirme Guillaume Duval, par crainte de revivre la révolution culturelle. Le traumatisme est tel qu'il a gelé la situation sociale et politique. Mais, prévient le journaliste, ceux qui l'ont vécue vont disparaître peu à peu de l'appareil politique et économique.

### **3. L'UE : des atouts, et des "bêtises", comme le dumping fiscal ou l'austérité à tout va...**

Conclusion de cet exercice comparatif, "s'il y a une zone qui pourrait avoir des perspectives stables et favorables, c'est plutôt l'Europe". Les comptes extérieurs sont quasi à l'équilibre, l'endettement des ménages est nettement plus bas qu'aux Etats-Unis, l'épargne des ménages est, elle, assez importante (parfois même trop), tandis que la situation de la dette publique est plus favorable qu'aux Etats-Unis, tout en ayant une tendance à la hausse bien plus limitée. Guillaume Duval relève encore nombre d'atouts européens, comme les bons niveaux d'infrastructure, d'éducation et de protection sociale. Il ne perd pas pour autant de vue la hausse du chômage et la récession qui frappe l'économie européenne.

Surtout, Guillaume Duval estime que l'on fait de nombreuses bêtises au sein de notre espace interne. Et il a choisi de citer notamment le dumping fiscal qui continue d'être pratiqué sur les revenus de l'épargne et la taxation des entreprises, qui posent problème pour les dettes publiques. Il regrette ainsi que le traité sur la stabilité, la coopération et la gouvernance, ou pacte budgétaire, ne stipule rien en matière d'harmonisation fiscale. Et le Luxembourg, que visait bien le journaliste en évoquant le [blocage sur la fiscalité de l'épargne](#), n'est pas le seul en cause. Guillaume Duval cite ainsi l'exemple de l'Allemagne qui a négocié avec le Suisse [l'accord dit Rubik](#), qui présente un obstacle pour avancer. Mais, se réjouit Guillaume Duval, il y a de bonnes chances pour que l'accord fiscal ne soit jamais voté au parlement allemand, et le Luxembourg va très probablement devoir accepter l'échange automatique d'informations.

Autre "bêtise" relevée par Guillaume Duval, le fait que les Allemands soient persuadés que la politique menée par Gerhard Schröder explique leur succès... En fait, explique le journaliste, ils ont eu la chance que leurs spécialités industrielles, à savoir les machines et les voitures de luxe, répondent à une forte demande de la part des pays émergents. Mais l'opinion allemande est désormais convaincue que la politique d'austérité qui a été menée en Allemagne doit être conduite partout. Or, met en garde le journaliste économique, si tout le monde mène ce type de politique, "on va droit dans le mur sur le plan social et politique". Et c'est ce qui se passe, constate-t-il, amer et inquiet devant ce qui se passe en Espagne où, craint-il l'instabilité sociale et politique peut dériver. "Nous sommes un peu endormis par des décennies de paix", relève le journaliste qui déplore que l'on si peu conscient des désordres que peuvent favoriser de telles politiques.

### **4. Plaidoyer pour un service public européen de la conversion écologique de l'économie européenne**

Guillaume Duval pointe par ailleurs un problème de structuration politique d'une Europe ordo-libérale qui s'est construite sur des règles qu'elle s'est attachée à faire respecter, tout en ne mettant en commun pour agir qu'1 % de son PIB. "Cette logique arrive au bout", estime le journaliste qui s'inscrit en faux contre la volonté allemande d'avoir encore et toujours plus de règles : "c'est une impasse", juge

Guillaume Duval qui voudrait que l'Europe soit capable de décider de manière discrétionnaire de sa politique économique.

Autre point noir pour l'UE, les matières premières et énergies fossiles, dont l'Europe ne dispose qu'en très petites quantités sur son territoire et est de ce fait particulièrement sensible à la hausse des prix de ces matières. Les importations d'énergie représentaient 1 % du PIB en 2000, et 4 % en 2011, une hausse qui en dit long. Mais pour Guillaume Duval, l'Europe peut se sortir de cette difficulté en accélérant sa transition énergétique et sa conversion écologique. Et il va falloir accélérer d'autant plus le processus que l'euro reste fort face au dollar, ce qui fait que les coûts salariaux se sont accrus, mais que si l'on parvient à faire baisser le cours de l'euro, ce qui serait souhaitable, cela va impliquer une hausse des prix du gaz et du pétrole encore plus forte.

Si l'on veut qu'il y ait une chance pour la jeunesse européenne, Guillaume Duval estime nécessaire d'investir des milliers de milliards d'euros dans ce processus, ce qui aurait un effet redistributif majeur. Il appelle donc à décider de mettre plus d'argent en commun et à créer une structure européenne chargée de mettre en œuvre ces grands projets, de façon à ne pas souffrir du manque de confiance entre pays que la crise a fait émerger. En bref, Guillaume Duval suggère de mettre en place un service public européen de la conversion écologique de l'économie européenne.

---

## CLAUDE TURMES



Résumé (Source [EuropaForum.lu](http://EuropaForum.lu) ©)

### Réinventer l'Europe pour donner un avenir à sa jeunesse

L'eurodéputé Claude Turmes (Verts/ALE) est venu proposer de "réinventer l'Europe pour donner un avenir à sa jeunesse", une intervention qui lui a permis d'évoquer nombre de dossiers sur lesquels il mène bataille ces derniers temps.



Claude Turmes a commencé par évoquer la bataille qui se joue actuellement pour mettre en place via le Fonds social européen (FSE) un programme qui vise à offrir aux jeunes une garantie qu'ils accéderont à une formation ou un emploi dans un délai de quelques mois. Une idée [défendue au niveau du Conseil](#) par le ministre luxembourgeois Nicolas Schmit et avancée par le Parlement européen dans une [résolution de juin 2010](#), qui a voté en mai 2012 un [nouveau texte](#) allant dans ce sens.

Ce que craint l'eurodéputé, c'est que pour les jeunes, Europe rime avec austérité, et, pour être en mesure de leur offrir des perspectives, l'eurodéputé souligne la nécessité de sortir de la crise.

#### 1. Claude Turmes propose d'agir sur l'accès au capital afin de favoriser les investissements à long terme

Or, regrette-t-il, il y a beaucoup de discussions sur les problèmes institutionnels, tandis qu'on n'en fait pas assez pour impulser l'économie européenne via un meilleur accès aux capitaux. Les investissements en Espagne sont pénalisés artificiellement par les marchés financiers, dénonce le parlementaire qui craint l'implosion du fait de la hausse continue des écarts de taux entre les pays membres de la zone euro. Il appelle à mettre en œuvre un [mécanisme européen de mutualisation](#) de la dette que refuse Angela Merkel sous la pression des libéraux allemands et d'une presse très libérale. "Les deux mois à venir seront décisifs", estimait-il au lendemain d'un [Conseil européen](#) dont il juge les résultats "très flous". Il faudra que l'Allemagne bouge, affirme Claude Turmes.

Il est convaincu qu'en combinant l'action de la BEI et d'autres banques publiques, le levier que devrait être le budget de l'UE et les actions de la BCE, on pourrait améliorer l'accès aux capitaux pour les investisseurs à long terme.

Pour amorcer le virage énergétique qu'il appelle de ses vœux et mettre en place les économies d'énergie que prévoit la [directive sur l'efficacité énergétique](#), il va falloir lancer des investissements lourds pour des travaux qui vont créer de l'emploi local et vont qui plus est vite faire sentir leurs effets sur la consommation d'une énergie qu'il nous faut importer à un prix toujours plus fort, explique en effet Claude Turmes. Comme la crise bancaire a rendu difficile l'accès aux capitaux nécessaires pour ces investissements, l'eurodéputé mise sur les banques publiques.

Il appelle à prendre trois décisions.

La première d'entre elle est déjà prise depuis le mois de [juin](#), puisqu'il s'agit d'**augmenter le capital de la BEI**, mais Claude Turmes insiste pour que cette décision soit bel et bien finalisée, car il s'inquiète de rumeurs qu'il a pu entendre dans les couloirs du Parlement européen selon lesquelles certains pays voudraient bloquer sa mise en œuvre.

La seconde proposition, qu'il a déjà formulée le 8 octobre dernier à l'occasion de la [conférence du club des investisseurs à long terme](#) qui s'est tenue à la BEI, vise à **mettre à la disposition de la BEI les 8 milliards d'euros du [mécanisme pour l'interconnexion en Europe](#)** (MIE ou, en anglais, Connecting Europe Facility - CEF) pour assurer ou réassurer une partie des crédits octroyés pour des projets dans des domaines comme les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

La troisième proposition de Claude Turmes est que **la BCE combine au [programme](#) qui a mis à la disposition des banques 1000 milliards d'euros sur trois ans, ce qui leur a permis de reprendre du souffle, avec un instrument doté de 150 à 200 milliards d'euros sur neuf ans qui permettraient de financer, par des investissements à long terme, la transition écologique et industrielle.**

Pour illustrer son propos, Claude Turmes a évoqué l'exemple du photovoltaïque, un secteur dans lequel l'Europe est en perte de vitesse face à une concurrence chinoise agressive. S'il est vrai que les Chinois travaillent à moindre coût, Claude Turmes relève toutefois que les coûts salariaux ne représentent que 6 % des coûts de production, la majorité des frais relevant de la nécessité d'avoir des installations qui sont, elles très coûteuses. Pour les financer, il faut du capital, et c'est bien là que la Chine prend de l'avance.

Conclusion, pour réindustrialiser l'Europe, il faut faciliter l'accès aux capitaux, et prendre des décisions claires sur les choix d'investissement. L'eurodéputé rappelle son tiercé gagnant, qui consiste à financer l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et les voitures propres, de façon à donner corps à ces décisions politiques européennes.

## **2. Claude Turmes crie haro sur la dérégulation et le dumping fiscal, et dénonce l'omerta qui règne au Luxembourg sur la TTF**

Claude Turmes appelle aussi à **re-réguler le secteur bancaire**, car, dit-il, la dérégulation nous a coûté et nous coûte encore beaucoup en termes d'instabilité. Il faut donc avancer sur l'Union bancaire, et [l'accord](#) sur le calendrier de mise en œuvre trouvé au Conseil européen est à ses yeux "la" bonne nouvelle de ce sommet.

En disant non à la [taxe sur les transactions financières](#) (TTF), le Luxembourg a quitté l'axe Paris-Berlin de régulation du secteur bancaire pour rejoindre l'axe Londres-Dublin, estime l'eurodéputé. Claude Turmes déplore l'omerta sur le sujet à Luxembourg et dénonce comme un scandale politique le fait que le lobby bancaire est en train de réorienter la politique du gouvernement luxembourgeois.

Claude Turmes se réjouit lui aussi du fait que l'accord fiscal bilatéral entre Suisse et Allemagne ne va pas aboutir, ce qui va permettre d'ouvrir un nouveau round de négociations sur la fiscalité de l'épargne dont l'enjeu n'est pas seulement le passage à l'échange automatique d'informations, mais aussi un élargissement du champ d'application de la directive. Quant à la taxation des entreprises, Claude Turmes crie là aussi au scandale : les grandes multinationales arrivent toujours à s'arranger pour payer moins d'impôts, contrairement aux PME, c'est un fait qui va continuer tant qu'on ne mettra pas fin au dumping fiscal.

Du point de vue de Claude Turmes, le [six-pack](#) et le [two-pack](#) vont permettre **une meilleure coordination des politiques économiques et budgétaires**, mais il faut savoir être patient car il faudra au moins deux à trois ans avant de pouvoir en voir les résultats.

Dans son rapport au monde, l'UE néolibérale des années 90, qui a imposé un affaiblissement des règles de l'OMC en pensant gagner de nouveaux marchés, a agi de façon naïve en sous-estimant les capacités d'autres pays et continents, juge Claude Turmes qui constate qu'il y a plus d'ingénieurs formés en Chine et en Inde qu'en Europe. Non seulement il faut faire plus pour innover, et les prochaines générations de mathématiciens vont devoir travailler dans l'industrie plutôt que pour la finance, mais il convient aussi de **repenser et rééquilibrer notre politique commerciale**, plaide Claude Turmes. Il suggère ainsi de négocier des contrats avec des pays tiers permettant l'accès aux marchés.

Pour Claude Turmes, il importe aussi de **revigorer la démocratie européenne**. Mais, s'interroge-t-il, comment les citoyens peuvent-ils s'y retrouver quand les journalistes chargés de les informer continuent d'écrire que "la Commission a décidé" quand elle ne fait que proposer... Il faut donc faire un travail d'information et d'explication dans lequel Internet peut jouer un grand rôle et qui peut donner un nouveau souffle à la démocratie.

Et puis, glisse Claude Turmes, ceux qui ont libéralisé sont encore aux commandes, et les élections à venir sont très importantes en termes d'alternance politique. Il espère un retour du balancier en Allemagne, au Luxembourg, puis aux élections européennes.

## LE PANEL DES « JEUNES »



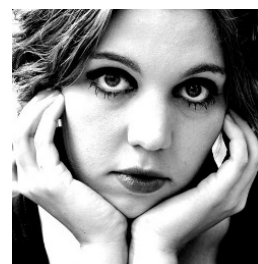
**SVEN CLÉMENT**



**KATHLEEN HILSCHER**



**VINCENT LAURENT**



**MARLENE SCHICK-WITTE**



**ABDELHAK CHENOUILI**



**MARIE SCHNEIDER**

## LES EXPÉRIENCES INDIVIDUELLES

Le premier à prendre la parole dans cet échange fut **Sven Clément**, 23 ans, étudiant en informatique, mais aussi président du [Parti pirate](#) luxembourgeois. Le discours fut simple : "Pourquoi s'engager dans des partis politiques dirigés par des hommes aux cheveux gris qui portent costume où les jeunes n'ont rien à dire ? Les jeunes s'engagent donc dans des organisations privées qui changent plus rapidement les choses. Ils veulent des réponses rapides à leurs questions, à la vitesse du twitter, et ne veulent pas attendre 15 jours qu'on leur réponde à une lettre". Le combat intergénérationnel existe bel et bien pour lui. Pas question de payer les pensions actuelles, trop élevées. Il faut repenser le système avant son crash. Mais aussi : "On va survivre à la crise". Et : "Je suis contre la guerre entre générations, même si le débat est chaud".



**Marlene Schick-Witte**, étudiante à l'Université du Luxembourg, a présenté son groupe de théâtre d'improvisation "[Edudrame](#)", un théâtre multilingue, multiculturel, misant sur les compétences interculturelles de ses membres, un théâtre de jeunes pour les jeunes qui se place résolument dans un contexte européen.

**Vincent Laurent**<sup>6</sup>, de [Génération Précaire](#), un masque blanc dans les cheveux, revendiquant sa qualité d'Européen convaincu, a parlé des jeunes qui ont de moins en moins confiance dans l'UE. Ils subissent une crise dont ils ne se sentent pas

---

<sup>6</sup> Voir texte spécifique ci-après

responsables. Ce sont les banques et le néolibéralisme qui ont un avenir, pas les jeunes, qui sont devenus "la variable d'ajustement de la crise". L'accès à l'emploi, au logement, car sans emploi, pas de logement, à une nourriture saine, à la santé et à l'éducation leur est rendu difficile. Ils trouvent face à eux une Union européenne qui est devenue une "Union de comptables" qui gèrent la crise "sans solution pour l'avenir". Ils sauvent les banques, mais pas les populations. Contre une telle situation, Génération précaire se dresse pour lutter en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes, pour mettre en évidence les secteurs d'avenir qui ont besoin des jeunes, mais aussi pour leur garantir "un minimum de filet de sécurité". Il faut donc pour l'UE un socle commun et minimal de droits sociaux. A cet égard, la Commission et le Parlement européen devraient consulter les jeunes pour connaître leurs propositions.

**Marie Schneider**<sup>7</sup>, étudiante à Halle et porte-parole du [réseau Erasmus allemand](#), a fait l'éloge du programme Erasmus et décrit les tâches de son réseau pour accueillir sur place les étudiants étrangers. L'objectif de son réseau : les orienter, les aider à trouver un logement, ou en cas de problèmes linguistiques ou administratifs, leur montrer qu'ils peuvent s'intégrer dans la société d'accueil, voire s'identifier avec elle. L'idée de base : l'étudiant Erasmus reçoit, mais rend aussi. Marie Schneider reconnaît que nombre d'étudiants Erasmus vont uniquement à l'étranger pour que cela figure sur leur CV. Le reste, la culture, les personnes, ne les intéresse pas. Elle trouve cela "effrayant". Elle regrettera aussi au cours de la discussion que le problème financier auquel est actuellement confronté le [programme Erasmus](#) touche l'enseignement en général. Les enseignants ont par ailleurs à maîtriser tellement de tâches qu'ils n'ont plus le temps d'être accessibles aux étudiants. "Tout est moins structuré", pense l'étudiante de Halle, qui trouve que "c'est dommage d'avoir à lutter pour être entendu".

**Abdelhak Chenouili** est économiste et enseignant. Après avoir eu des problèmes pour accéder au marché du travail, il a finalement décroché un emploi dans la finance, pour découvrir ensuite que ce n'était pas sa vocation. Il a donc opté pour l'enseignement et est actif à Bruxelles dans le collectif [Ras El Hanout](#) qui, par le biais du théâtre, essaie de faire passer des messages contre la discrimination. Il est confronté à des jeunes qui culpabilisent parce qu'ils n'arrivent pas à intégrer le marché du travail. Il est aussi confronté aux grandes disparités entre jeunes, selon le quartier d'où ils viennent. Dans un quartier, le chômage des jeunes dépasse les 44 %, dans le quartier voisin, il est le plus bas de la Belgique. Des gouffres sociaux s'ouvrent entre groupes de jeunes que l'UE devrait considérer comme un vrai défi, ne serait-ce que pour gérer ces disparités. De tout cela, il a conclu qu'une des choses les plus importantes auxquelles les adultes devaient faire attention, c'est l'image qu'ils ont des jeunes et qu'ils leur renvoient.

**Kathleen Hielscher** a relaté son expérience personnelle avec l'UE. Elle aussi a passé un semestre en France dans le cadre *d'un stage au Goethe Institut à Lille*<sup>8</sup>, et a

---

<sup>7</sup> Voir texte spécifique ci-après

<sup>8</sup> En italique: modifications apportées par Kathleen Hilscher



finalément décidé d'y rester. Les problèmes ont commencé lorsqu'il s'est agi de prendre pied dans la vie active. La jeune femme s'est rendue à Bruxelles *pour y chercher un emploi à temps plein* et trouver un emploi auprès de l'UE. Là, elle découvre que ces stages ne sont pas rémunérés. *Le fait de ne pas trouver d'emploi sauf des stages non rémunérés* l'a fortement démotivée. A 33 ans, elle fait maintenant un doctorat à l'Université du Luxembourg. Elle a découvert [Fraternité 2020](#), une [initiative citoyenne européenne](#) dont l'objectif est d'améliorer les programmes d'échange de l'UE tels qu'Erasmus ou le Service volontaire européen (SVE). Elle l'a rejointe et contribue au projet de pétition que cette organisation lancera le 29 octobre 2012 pour que tous ces programmes soient dotés de plus de fonds. Son autre message : pour pouvoir construire leur vie et fonder une famille, les jeunes ont besoin de plus de sécurité sur le marché du travail, de CDI et non pas de CDD. Tout cela, finit-elle, serait aussi positif pour la démographie de l'Europe.

---

### Texte Marie Schneider

#### Über mich:

- Herkunft: kleines Städtchen in Thüringen, dem grünen Herzen Deutschlands
- Studium in Jena: Kommunikationswissenschaft und Interkulturelle Wirtschaftskommunikation (ein Mix aus Kultur und Wirtschaft)
- Schon lange der Wunsch ins Ausland zu gehen
- Winter 2010: Dublin (Irland)
  - beste Zeit meines Lebens
  - kein Buddy-System, Erasmus-Beihilfe gering und unabhängig vom Land in welches man geht, aber Lebenskosten deutlich verschieden
- Zurück in Deutschland: Post-Erasmus-Depression
- Bekämpfung: Beitritt bei *Erasmus Alumni Jena* (lokale Sektion des *Erasmus Student Networks*) und Tutor für ausländische Studierende an der Uni Jena
  - viele Menschen aus verschiedenen Kulturen kennengelernt; Spaß daran, anderen zu helfen; mehr Selbstbewusstsein
- Seit April 2012: PR-Vorstand von ESN Deutschland
- ESN = Erasmus Student Network

#### Erasmus Student Network:

Das Erasmus Student Network Deutschland e.V. ist ein Zusammenschluss lokaler studentischer Erasmus-Initiativen. Die ehrenamtlichen Mitglieder unserer aktuell 26 Sektionen betreuen jährlich rund 9.000 Austauschstudenten. Europaweit gibt es das ESN an über 396 Hochschulen in über 36 Ländern. Damit gehören wir zu den weltweit größten Studentenorganisationen.

#### Ziele der Organisation:

- die soziale und praktische Integration von Austauschstudenten zu verbessern

- die Bedürfnisse und Erwartungen von Austauschstudenten auf lokaler, nationaler und internationaler Ebene zu repräsentieren
- Informationen über alle akademischen Austauschprogramme in Europa zu vermitteln
- ehemaligen Austauschstudenten die Heimkehr durch Integration in unser Netzwerk zu erleichtern
- zur kontinuierlichen Evaluation der europäischen Austauschprogramme beizutragen (ESN Survey, PRIME)

**Umsetzung durch lokale Sektionen:**

- Studenten helfen Studenten
- Veranstaltungen, Ausflüge, Sprachtandems, SocialErasmus

**Verbindung zu Fraternité 2020:**

- Erasmus Student Network unterstützt die Ideale von Fraternité 2020

1. Es sollen **mehr Mittel** für EU Austauschprogramme zur Verfügung gestellt werden.
2. Diese Programme sollen TeilnehmerInnen **mehr fördern**. (interkulturelle Fähigkeiten entwickeln, etwa indem Sprachkurse und Kurse über die Traditionen, Geschichte, Gesellschaft etc. des Gastlandes angeboten werden)
3. Fortschritte im Bereich Mobilität sollen durch **besseres Monitoring** sichtbar gemacht werden (z.B. durch Eurostat oder Eurobarometer Umfragen); Es ist wichtig, Mobilität zu fördern!

Zu 1.:

- Zeitungen haben europaweit darüber berichtet: der Europäischen Union geht für dieses Jahr das Geld aus → darunter leidet auch das Erasmus-Programm
- Ein Drittel der Erasmus-Zahlungen an [Studenten](#) für den Zeitraum September bis Dezember stünden aus.
- Erasmus Programm: 200.000 Studierende in anderen EU-Ländern jährlich
- Momentan: Angst, keine Beihilfe zu bekommen → weniger Studenten können sich Ausland leisten; sowieso momentan generell eher Zurückgang, da im Bachelor das Gefühl aufkommt, es sei keine Zeit vorhanden
- Europäische Kommission arbeitet mit den Verantwortlichen für das Budget an einer Lösung

Allerdings: das Gefühl der Unsicherheit wird bleiben, wenn keine Maßnahmen unternommen werden

## Texte de Vincent Laurent

Les jeunes précaires, quelle place pour les générations futures en Europe.

**Baisse de confiance des jeunes en l'Europe :** Pour l'instant pour beaucoup de jeunes européens, notamment dans les pays qui subissent le plus la crise, l'Europe est un cauchemar, les jeunes espagnols, grecs, italiens, et de plus en plus les français, n'ont plus l'air de faire confiance à l'Europe.

**Les jeunes subissent la crise en premier alors qu'ils ne l'ont pas voulu.** Cette crise causée, selon moi, non pas par les États, c'est ce qu'on veut nous faire croire, mais bien par les banques elles-mêmes qui sont réfractaires à toute régulation, qui ont fauté, qui ont créé des bulles, les ont laissé s'écarter et les États les ont lâchement aidé sans demander de contreparties. Les différents documentaires sur Arte sur Goldman Sachs et la finance folle le montre très bien. Ceux-ci font d'ailleurs écho en France. Et ceci fait contraste avec tout un pan de la population des pays en crise, laissés sur la bas-côte : les jeunes et les seniors. **Les banques nous font payer la crise, indirectement.** Plus de 50% de chômage en Espagne, en Grèce, 22% en France et ça continue à augmenter. Une pauvreté qui augmente chez les jeunes : difficile accès à la santé, à une alimentation saine, ... **Les jeunes sont devenus la variable d'ajustement des crises.**

J'ai participé à l'émission « Let's talk Europe » sur Arte il y a quelques semaines et j'ai aussi écouté les jeunes des 26 autres pays, à les entendre l'espoir et l'optimisme est fragile. **Peu d'engouement et beaucoup de défiance.** Certains, parmi eux, habitant des pays récemment entrés en Europe (les pays Baltes notamment) paraissent plutôt satisfaits à contrario les jeunes des pays qui ont fondé l'Europe, ou qui sont arrivés plus tôt sont mis de côté, délaissés, incompris.

Crise de confiance, mais aussi l'Europe ne fait plus adhérer à un projet, et **les jeunes ont l'impression de ne pas avoir la main sur leur destin, que l'Europe les laisse de côté :** aucun filet de sécurité contre le chômage qui augmente, peu de sécurité sociale, des programmes qui n'ont plus de fonds comme Erasmus et qui risquent de s'arrêter. Programme qui favorise l'échange interculturel, qui s'arrêterait juste pour des raisons budgétaires et par manque de volonté politique de vouloir le continuer. **(anecdote) L'Europe est devenue une institution de comptables.** L'Europe n'a pas de réelles institutions politiques démocratiques et légitimes mises à part le Parlement Européen, qui a finalement trop peu de pouvoirs.

Je fais parti d'un collectif de jeunes citoyens : **Génération Précaire, qui essaie de lutter contre la précarité des jeunes en France sur le terrain de l'insertion professionnelle notamment à travers la question des stages.** Stages qui participent à détruire des emplois, de favoriser la précarité plutôt que l'insertion professionnelle. Dans d'autres pays d'Europe, les jeunes se prennent en main à défaut d'une Europe qui les soutient. Des groupes, des collectifs, des associations de jeunes réfléchissent et agissent. Le rêve de l'Europe, les jeunes se le construisent eux-mêmes en parallèle des institutions. **Nous sommes incompris et ignorés par les décideurs alors nous prenons collectivement notre avenir en main** (les indignés en Espagne qui mettent en place des systèmes de solidarité localement). La solidarité familiale fait son retour, dernier filet de sécurité possible (beaucoup de jeunes espagnols rentrent au pays et chez leurs parents). **Moi-même j'ai**

dû attendre d'avoir 25 ans et une situation plus stable pour être locataire et quitter mes parents.

Quel projet l'Europe propose aux jeunes ? Quel est mon rêve européen en tant que jeune ? Ce serait une Europe qui me protège en cas de crise, qui me permet de vivre décemment, qui laisse la place à la culture, la créativité, à l'initiative, à l'échange. Une Europe qui favorise la création d'emplois réellement d'avenir et pérenne, une Europe qui voit le long terme au lieu de simplement gérer le présent en favorisant les banques plutôt que ses citoyens.

Cette Europe, je souhaiterais qu'elle se fasse avec nous et pas contre nous. Alors pour savoir ce que l'on veut, pourquoi l'Europe ne pourrait-elle pas faire une grande consultation auprès des jeunes, la plus large possible ? Elle en sortirait grandie ! Les institutions européennes, non pas avec un sondage, mais bien par une consultation citoyenne, lancerait un appel à des propositions des jeunes. Alors l'Europe s'intéresserait à nous et mettrait en place des mesures qui nous satisferont ! L'Europe que je rêve de voir c'est celle-ci : une Europe qui nous écoute et qui nous demande notre avis/nos idées, nous accompagne pour que l'on puisse vivre décemment, pour qu'on puisse s'épanouir. Que notre futur ne soit pas hypothéqué. On en est loin, mais je suis un européen convaincu et j'y crois, qu'un jour cela arrivera.

## Les rêves des jeunes et leurs attentes à l'égard de l'Europe

Les jeunes invités ont pu poursuivre leur discussion dans l'après-midi en exprimant leurs rêves.

**Sven Clement** a listé cinq rêves qu'il pense être ceux des jeunes Européens :

- un vrai marché unique européen, ce qui n'est pas encore le cas dans les domaines du numérique ou du roaming par exemple
- des actions concrètes pour lutter contre la précarité et une vision pour l'âge de la ré industrialisation
- une vraie démocratisation, en s'inspirant par exemple de l'expérience islandaise pour rédiger un nouveau traité
- plus d'intégration politique, mais pas par des accords intergouvernementaux comme c'est le cas actuellement
- une vraie citoyenneté européenne, qui pourrait prendre corps dans un passeport unique européen

**Marlene Schick-Witte** et **Marie Schneider** ont insisté toutes deux sur la nécessité de soutenir le soutien à la coopération à travers des petits projets culturels, citoyens ou transfrontaliers. Car il faudra beaucoup de temps et de pédagogie pour arriver à intérioriser l'Europe. **Abdelhak Chenouli** en a témoigné lui aussi de son point de vue d'enseignant.

**Vincent Laurent** a aussi exprimé son souhait qu'en cette période d'austérité, on ne joue pas que sur les dépenses, en les réduisant à tout va, mais aussi sur les recettes fiscales. Il espère donc voir une coopération européenne sur l'évasion fiscale.

**Abdelhak Chenouli** et **Vincent Laurent** ont tous deux affirmé l'accès à un emploi et à un logement comme un rêve partagé des jeunes européens. Il s'agit de pouvoir vivre décemment de façon à pouvoir concrétiser son avenir, ont-ils souligné.

Ils ont ensuite été invités à réagir aux remarques, parfois acerbes, d'une salle où la moyenne d'âge était élevée, l'agencement de la salle donnant l'impression d'un étrange face-à-face entre générations.

Dans l'assistance, de la part de laquelle les jeunes se sont vus rappeler à plusieurs reprises que leurs problèmes avaient aussi été ceux des plus anciens à leur âge, on a aussi pu entendre comme un reproche le fait que **les études universitaires toujours plus longues coûtaient, elles aussi, comme les retraites beaucoup à la société, et qu'elles ne faisaient pas toujours l'avenir, face à l'apprentissage de vrais métiers.** **Abdelhak Chenouli** a dû expliquer que faire des études plus longues n'a pas été un choix per se, mais répondait à une promesse de voir ses chances augmentées dans la vie. Quant à l'orientation des élèves vers des filières techniques et professionnelles, son expérience du système belge lui a démontré l'absurdité qu'il y a à demander à des enfants de 14 ans de faire un choix déterminant pour toute leur vie, qui fait que l'orientation vers ces filières ne se fait que par défaut, et pas par vocation. **Vincent Laurent** a ajouté l'exemple, plus positif, des pays scandinaves qui, comme la

Suède, investissent dans l'éducation et le font de façon moins déterministe, en laissant les jeunes prendre plus d'initiatives et construire leur projet personnel et professionnel. Il a aussi souligné l'importance de l'apprentissage tout au long de la vie pour l'avenir, plaidant, à la stupéfaction de certaines personnes dans le public, pour que le système permette à chacun d'avoir des temps de pause dans sa vie professionnelle pour se réorienter ou se former.

Lorsque les jeunes se sont vus demander si **l'idée d'une Europe élargie** était pour eux un rêve et s'ils jugeaient nécessaire d'**exclure un pays qui aurait enfreint les règles**, **Vincent Laurent** a confirmé que l'élargissement à la Turquie notamment était bien un de ses rêves. Il y voit en effet une perspective d'enrichissement et la concrétisation d'un pont vers le Moyen-Orient. Pour ce qui est d'une éventuelle exclusion de la Grèce, il est ferme : ce serait là un retour en arrière, et cela marquerait le début d'une dépression sans fond en Europe. La montée des partis nationalistes l'inquiète déjà, sans compter la menace qui pèse sur la paix sociale en Grèce, mais aussi en Espagne ou au Portugal. La paix sociale est à ses yeux l'un des enjeux les plus importants actuellement.

**Sven Clément** s'est vu interpellé au sujet du choix qu'il a fait de prendre une voie détournée plutôt que de rallier un parti traditionnel pour tenter de réformer les institutions. "Je crois qu'on peut faire les deux", a répondu le jeune militant qui a assuré les jeunes qui font un autre choix que le sien de son "respect". Mais, a-t-il expliqué, son "idéologie a évolué au-delà des frontières des partis", aussi, sa trajectoire n'est-elle pas à ses yeux une voie détournée, mais une façon d'aller droit au but en essayant de faire quelque chose de nouveau. Il assure d'ailleurs être en discussion avec les autres partis, "là où nos chemins se croisent", comme c'est le cas avec les Verts sur la revendication consistant à mettre en place [un registre des lobbies au Luxembourg](#). Sans compter qu'il se réjouirait de voir émerger plus de petits partis. **Vincent Laurent** a souhaité lui aussi témoigner, montrant comment on pouvait concilier des engagements de nature différente au quotidien. Ainsi, son engagement auprès de Génération précaire lui a permis de faire avancer la question des stages en France grâce à une action décalée mais on ne peut plus sérieuse. Mais il est aussi actif au niveau syndical où il essaie de faire avancer sa position sur la précarité des salariés du monde associatif. Sans oublier son militantisme au sein d'un parti politique. Parfois, des collectifs spontanés autour d'un sujet bien précis ont une action efficace, a-t-il précisé.